

## INDONÉSIE (TIMOR ORIENTAL)

*Les milices mènent une campagne de recrutement forcé et d'arrestations dans les camps de personnes déplacées*

Index AI : ASA

21/139/99

D'après les informations recueillies, les Timorais de l'Est partisans de l'indépendance de leur territoire, qui ont été réinstallés dans des camps contre leur gré, sont arrêtés ou enrôlés de force par des milices, a déclaré ce jour (mercredi 8 septembre 1999) Amnesty International.

L'Organisation a reçu ces informations alors que les *Tentara Nasional Indonesia* (TNI, Forces armées indonésiennes) et les milices pro-indonésiennes continuaient à contraindre les habitants du Timor oriental à gagner le Timor occidental voisin, dans le cadre de ce que la Mission des Nations

unies pour le Timor oriental (MINUTO, en anglais UNAMET) a qualifié de campagne systématique de « déplacements forcés de populations ».

« Les Timorais de l'Est sont contraints d'abandonner leur foyer pour errer ou s'installer dans des camps de fortune, où les milices, la police et l'armée peuvent les intimider, les arrêter et les placer en détention à leur gré, a ajouté Amnesty International.

« Certains hommes seraient même enrôlés de force dans des milices pro-indonésiennes et envoyés combattre les leurs au Timor oriental. »

Des milices ont été vues à Kupang, capitale du Timor occidental ; elles opèrent apparemment dans des camps de personnes déplacées situés à Atambua et à Kupang. Un témoin a indiqué aujourd'hui avoir vu dans un des camps, à Kupang, un

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International -

milicien muni d'une arme automatique. De hauts responsables des milices se sont également rendus auprès de personnes déplacées à Atambua.

Selon certaines sources, un homme originaire du district d'Ermera, au Timor oriental, a été appréhendé le 7 septembre par les forces de sécurité dans un camp de personnes déplacées, à Atambua, après avoir retiré un drapeau indonésien d'un dispensaire local.

Un Timorais de l'Est, Jose da Costa, serait détenu par la police, en compagnie de 19 femmes non identifiées, dans un camp abritant d'autres Timorais de l'Est. Jose da Costa avait été interpellé après qu'un autre résident du camp, qui le soupçonnait d'appartenir au *Conselho Nacional da Resistencia Timorese* (CNRT, Conseil national de la résistance timoraise), eut signalé sa présence à la police. On ignore le lieu de détention actuel de cet homme et de

ces 19 femmes – également soupçonnées de sympathies indépendantistes.

Si la Croix-Rouge indonésienne a apparemment été autorisée, dans une certaine mesure, à se rendre dans les camps de personnes déplacées, l'accès à ces lieux demeure limité. Des journalistes et des membres d'organisations humanitaires internationales y ont été agressés, peut-être par des miliciens.

La campagne de déplacements forcés de la population timoraise semble avoir débuté le 4 septembre 1999. Selon des témoins, des membres des TNI auraient ordonné à des habitants de Dili de quitter leur foyer et menacé ceux qui s'y refusaient.

On signale des mouvements forcés de population dans tous les districts du Timor oriental, mais plus particulièrement dans les zones occidentales des districts d'Ermera, de Liquisa, de Suai, de Dili et de

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International -

Bobonaro. À Atambua, des témoins ont affirmé que les Timorais de l'Est déplacés arrivaient au Timor occidental dans des camions, accompagnés de membres des TNI et de miliciens.

Les estimations du nombre de Timorais de l'Est déjà présents au Timor occidental varient de 44 000 à 60 000

D'après le personnel des Nations unies, 5 000 Timorais de l'Est ont été rassemblés aujourd'hui dans le port de Dili et contraints à partir.

Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées indonésiennes, a nié que les Timorais de l'Est étaient conduits contre leur gré au Timor occidental, affirmant que ces dizaines de milliers de personnes quittaient le territoire « spontanément ».

Amnesty International demeure vivement préoccupée par la sécurité des milliers de personnes déplacées qui se trouvent toujours au Timor oriental. Parmi elles figurent quelque 1 500 personnes – des femmes et des enfants, pour la plupart – qui ont trouvé refuge dans les locaux de la MINUTO, où

environ. Ils se concentrent dans trois zones principales : la majorité d'entre eux se trouvent à Atambua, près de la frontière avec le Timor oriental et dans les environs de Kupang. Il semble en outre que quelque 8 000 Timorais de l'Est aient gagné la ville de Kefamenanu.

elles risquent d'être attaquées par des membres des TNI ou des miliciens les soupçonnant d'être favorables à l'indépendance. Leur situation menace d'ailleurs de s'aggraver, le personnel de la mission des Nations unies se préparant à quitter le Timor oriental.

« Il ne reste déjà plus de journalistes, ni d'observateurs chargés de veiller au respect des droits humains au Timor oriental, a fait observer Amnesty International. Bientôt, les actes de violence auxquels se livrent les TNI et les milices se poursuivront sans témoin. » ?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter la section australienne d'Amnesty International au 61 29 217 7600,

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International -

ou le siège de l'Organisation, à  
Londres, au 44 171 413 5566.  
Vous pouvez également consulter  
notre site web  
(<http://www.amnesty.org>).

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version  
anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty  
International - EFAI -*